

RAPPORT ANNUEL 2005



GARDA

le guichet unique en sécurité



Garda entend pleinement contribuer à l'essor des services de sécurité.

GARDA, chef de file du secteur de la sécurité au Canada, fournit des solutions aux entreprises et organismes des secteurs public et privé. Elle est présente dans les principales villes du pays et emploie plus de 8 000 professionnels chevronnés.

GARDA est reconnue pour son approche de type « guichet unique » en matière de sécurité. Elle offre des solutions qui comprennent la sécurité physique, le transport de valeurs, la sécurité électronique et les services d'enquête. Ses services entièrement intégrés, de même que sa vision du domaine de la sécurité fondée sur la qualité, le professionnalisme et l'innovation, ont permis à GARDA d'établir une solide réputation auprès de l'ensemble de sa clientèle.

Le potentiel de croissance dans le domaine de la sécurité en Amérique du Nord est immense, et GARDA est du nombre des principaux intervenants du processus de consolidation. Grâce à la mise en œuvre de sa stratégie de croissance, ses ventes annuelles sont passées de 626 000 \$ en 1995 à près de 200 millions de dollars pour l'exercice 2005. Et compte tenu de sa position concurrentielle distinctive, GARDA continuera de pleinement profiter des possibilités permettant une croissance rentable.

TABLE DES MATIÈRES

01	RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ANNUELS CHOISIS
03	MESSAGE À NOS ACTIONNAIRES

06	ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
----	---

15	ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION
15	RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

16	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
----	-----------------------------

31	CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION
32	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

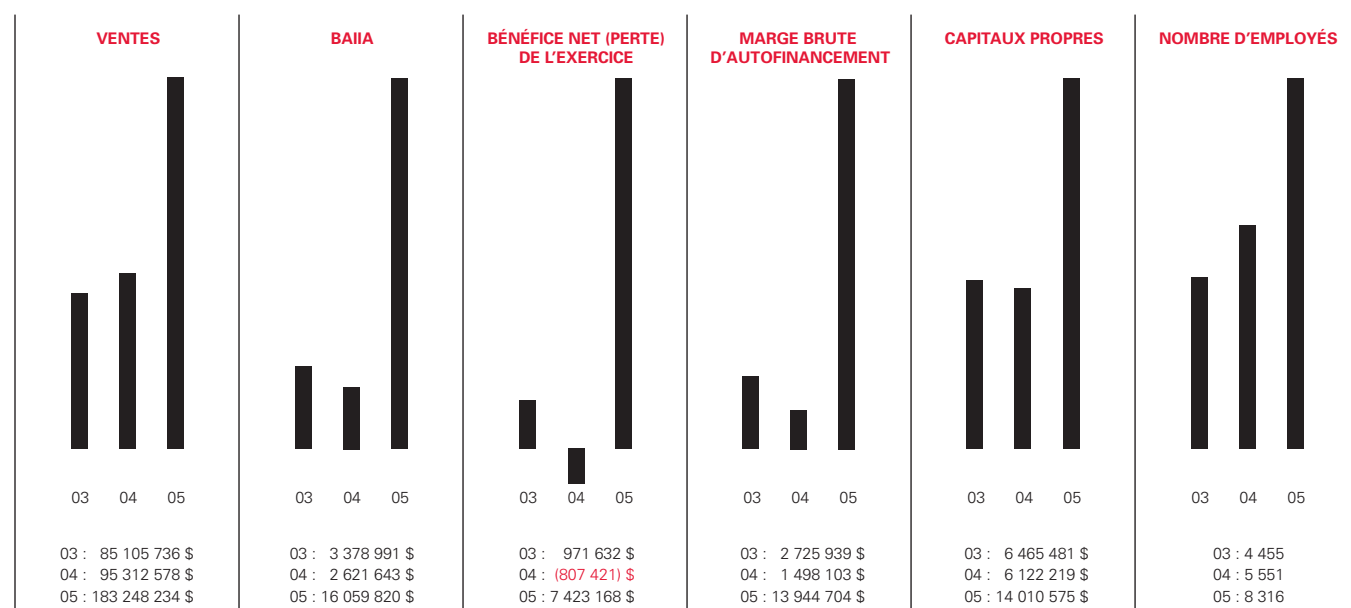
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ANNUELS CHOISIS

1

(en dollars, sauf les données par action)	2005 \$	2004 ⁽¹⁾ \$	2003 ⁽¹⁾ \$
Exploitation			
Ventes	183 248 234	95 312 578	85 105 736
Bénéfice brut	33 502 002	10 819 126	8 517 043
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	11 481 437	(160 129)	1 689 895
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies	7 423 168	(78 129)	1 119 895
Bénéfice net (perte) de l'exercice	7 423 168	(807 421)	971 632
Marge brute d'autofinancement ⁽²⁾	13 944 704	1 498 103	2 725 939
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) ⁽²⁾	16 059 820	2 621 643	3 378 991
Investissements			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3 587 077	1 729 679	1 072 906
Acquisition d'entreprise, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises	-	5 944 869	-
Situation financière			
Fonds de roulement (excluant la partie à court terme de la dette à long terme)	5 496 566	(530 790)	316 830
Immobilisations corporelles	11 379 518	10 466 406	1 456 655
Total de l'actif	68 869 682	40 038 424	21 969 547
Endettement (net de l'encaisse et des fonds restreints)	10 344 305	14 701 308	7 021 786
Capitaux propres	14 010 575	6 122 219	6 465 481
Données par action ordinaire			
Bénéfice net (perte) de base par action	0,30	(0,03)	0,04
Bénéfice net (perte) dilué par action	0,29	(0,03)	0,04
Bénéfice net de base par action provenant des activités poursuivies	0,30	0,00	0,05
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) ⁽²⁾ de base par action	0,65	0,11	0,16
Bénéfice brut de base par action	1,36	0,46	0,39
Marge brute d'autofinancement ⁽²⁾ de base par action	0,57	0,06	0,13
Nombre d'actions de catégorie « A » en circulation	24 902 340	23 999 166	23 385 832
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation	24 599 648	23 504 946	21 644 165
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	26 245 335	23 504 946	21 644 165
Employés			
Nombre d'employés	8 316	5 551	4 455

⁽¹⁾ Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés selon la nouvelle présentation adoptée pour l'exercice courant.

⁽²⁾ La marge brute d'autofinancement et le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement) ne sont pas des mesures de performance conformes aux PCGR canadiens.





GARDA offre une gamme complète de services de sécurité physique pour couvrir un vaste éventail de besoins : sécurité des édifices à bureaux, centres commerciaux et complexes industriels, vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports, services-conseils en analyse de risque et formation, maintien de l'ordre lors de conflits de travail ainsi que divers services spéciaux et tactiques.

sécurité physique



Au cours de l'exercice 2005, Garda a de nouveau fait la preuve qu'elle avait la capacité de rapidement s'adapter aux besoins changeants de l'industrie afin de renforcer sa position de leader. Au nombre des principaux acteurs du changement, elle a su tirer parti des occasions qu'offre le mouvement de transformation qui prévaut dans l'ensemble du marché de la sécurité en Amérique du Nord.

Sur le plan financier, 2005 aura été notre meilleure année. Nous avons enregistré un chiffre d'affaires de 183,2 millions de dollars, en hausse de 92 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que le bénéfice brut a augmenté de 210 % pour s'établir à 33,5 millions de dollars. Notre marge bénéficiaire a ainsi fait un bond de 11,4 % à 18,3 %. Ces excellents résultats témoignent de la pertinence de notre stratégie de croissance en vertu de laquelle nous concentrons nos efforts sur les produits et services à plus grande valeur ajoutée, ceux qui offrent des marges bénéficiaires plus élevées. L'importante amélioration du bénéfice est directement attribuable à notre présence de premier plan dans le secteur du transport de valeurs ainsi que dans celui des services de vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports.

Avant les événements du 11 septembre 2001, personne n'aurait pu prévoir qu'une croissance si forte surviendrait dans notre secteur d'activité. Ces événements ont complètement transformé la façon de concevoir les services de sécurité, tant au sein des grandes entreprises que des agences gouvernementales. Très peu de fournisseurs de services étaient prêts à négocier un virage aussi important.

Dans un tel contexte, notre grande souplesse d'action a été un facteur déterminant de notre réussite. Nous avons pu compter sur la vaste expertise de nos professionnels de haut calibre pour rapidement ajuster notre tir et ainsi prendre position dans les secteurs les plus prometteurs.

Au cours de 2005, nous avons franchi d'importantes étapes qui ont contribué à véritablement établir notre statut de leader. Dans chacun de nos secteurs d'activité, nos différentes équipes ont multiplié les bons coups, qu'il s'agisse de l'ajout de nouvelles organisations à notre liste de clients ou de l'adhésion de clients existants à plus de services.

Dans le domaine de la sécurité physique, nous avons clairement démontré que nous pouvions satisfaire l'ensemble des besoins des entreprises *Fortune 500* et des principales agences gouvernementales. Dans la foulée des événements de 2001, bon nombre de ces organisations ont choisi de confier leurs services de protection et de sécurité à des fournisseurs externes afin d'avoir accès aux standards de qualité les plus élevés qui soient. Puisque nous avons établi une solide crédibilité auprès d'entreprises et organismes de premier plan, nos perspectives de croissance dans ce domaine demeurent très fortes, compte tenu notamment de notre capacité d'assurer la prestation d'un vaste éventail de services à travers le Canada.



En ce qui concerne le transport de valeurs, après avoir réussi l'intégration des activités de la société anciennement connue sous le nom de Sécur, nous nous sommes graduellement hissés parmi les meilleures et plus importantes entreprises du secteur au pays. La qualité supérieure de notre service à la clientèle et notre personnel résolu à offrir un service des plus efficaces nous ont certainement aidés à faire notre marque auprès des grandes institutions financières et détaillants dans tout le pays.

Quant à la sécurité électronique, nous nous assurons de toujours être à la fine pointe de la technologie dans ce domaine et d'offrir ce qu'il y a de mieux et de plus avancé à nos clients parmi tous les systèmes disponibles sur le marché.

Un secteur a toutefois retenu notre attention de façon particulière au cours de l'exercice, celui des services d'enquête. Notre analyse nous a permis de constater qu'il représentait d'excellentes possibilités de croissance et qu'il n'y avait pas de leader en mesure d'en exploiter le plein potentiel. Nous avons aussitôt entrepris d'établir un plan d'action qui nous permettrait d'y jouer un rôle influent. En mars 2005, nous avons franchi une première étape avec l'acquisition d'Entreprises Keyfacts Canada, un important fournisseur canadien de services de recherche et de repérage de renseignements pour fins d'enquêtes.

Après une telle année, quelle sera la prochaine étape pour Garda ?

La conjoncture actuelle demeure propice pour les entreprises de services de sécurité en Amérique du Nord. La fragmentation du marché et le contexte géopolitique procurent d'intéressantes possibilités de croissance. Ainsi, nous sommes toujours à l'affût des occasions qui contribueraient à augmenter nos revenus et nos marges bénéficiaires, tout en nous permettant d'élargir nos horizons. Nous entendons poursuivre nos actions dans chacun de nos secteurs d'activité, toujours selon l'approche de guichet unique, en vue de consolider notre position de leader.

Si Garda peut compter sur une crédibilité aussi forte auprès d'une clientèle toujours plus grande, c'est en grande partie grâce au travail hors pair et au dévouement de nos employés. En terminant, je souhaite donc exprimer toute ma reconnaissance à chacune des 8 316 personnes qui, chaque jour, participent aux succès de notre entreprise. Je tiens également à remercier les membres du conseil d'administration pour leur précieuse collaboration alors que l'entreprise franchit des étapes importantes de son développement.

En seulement neuf ans d'existence, Garda a su poser les bons jalons pour se hisser au rang des plus importantes entreprises de sécurité au pays. Aujourd'hui, elle dispose de tous les atouts nécessaires pour atteindre de nouveaux sommets, et nous sommes déterminés à poursuivre dans cette voie.

Le président et chef de la direction,



STÉPHAN D. CRÉTIER, MBA





GARDA compte l'une des équipes les plus expérimentées en matière de services d'enquête au Canada. Ses services sont répartis selon deux volets principaux : enquêtes externes, qui traitent principalement des vols, fraudes et comportements abusifs, et enquêtes internes, qui comprennent la vérification des antécédents. GARDA a amélioré sa position concurrentielle dans ce secteur en mars 2005 à la suite de l'acquisition de KEYFACTS, l'un des principaux fournisseurs canadiens de services de recherche et de repérage de renseignements pour fins d'enquêtes.



enquêtes

L'analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation de Corporation de Sécurité Garda World (la « Société ») pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005 a été préparée en date du 21 avril 2005. Les renseignements contenus dans la présente tiennent compte de tout événement important survenu avant cette date. Cette analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et leurs notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005.

INTRODUCTION

L'analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation vise à fournir aux lecteurs l'information essentielle à la compréhension des résultats d'exploitation actuels, du rendement financier ainsi que de l'évaluation des perspectives de la Société.

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et ont fait l'objet d'une vérification par les vérificateurs de la Société. L'information financière figurant dans ce rapport de gestion, ainsi que les montants inscrits dans les tableaux, sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

L'information financière comprise dans cette analyse contient également certains renseignements qui ne sont pas des mesures de performance conformes aux PCGR canadiens. À cet effet, la Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) ainsi que la marge brute d'autofinancement, ces mesures permettant à la direction d'évaluer les rendements opérationnels et financiers de la Société dans chacun de ses secteurs d'activité.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Exception faites des données historiques, l'analyse financière par la direction contient des informations et des déclarations concernant les résultats futurs de la Société qui doivent être considérées comme étant de nature prospective. Ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques, incertitudes et autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats, performances et réalisations de la Société de sorte qu'ils pourraient être substantiellement différents des résultats, performances et réalisations que de telles déclarations prospectives pourraient laisser sous-entendre. Parmi les facteurs à l'origine de ces imprécisions, notons les fluctuations des résultats trimestriels et annuels, la capacité de la Société de mener à bien des acquisitions ou regroupements d'activités stratégiques à long terme et d'intégrer les acquisitions ou activités, l'évolution de la demande à l'égard des services offerts par la Société, les pressions exercées sur les prix par les concurrents, de même que la tendance générale du marché, la conjoncture économique et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités. La liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive.

SURVOL

La Société est reconnue pour son approche de guichet unique – sécurité physique, transport de valeurs et sécurité électronique – qui lui permet d'offrir des solutions entièrement intégrées en matière de sécurité au Canada. La Société détient des parts de marché importantes au Québec et en Ontario.

La Société vend ses services au Canada, et ses revenus sont réalisés sur une base contractuelle et sont habituellement récurrents année après année. Vu le nombre important de clients avec lesquels la Société transige ainsi que leur dispersion géographique et économique, la concentration des risques de crédit auxquels la Société est exposée demeure limitée.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005, les ventes ont augmenté de 87 935 656 \$ ou 92 % et le BAIIA a quant à lui augmenté de 13 438 177 \$ ou 513 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse des ventes et du BAIIA s'explique par la contribution de notre filiale de transport de valeurs acquise en septembre 2003 et des contrats de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal.

SECTEURS D'EXPLOITATION

La Société est la première et la seule entreprise du secteur de la sécurité au Canada à offrir une gamme complète de services, selon une approche de guichet unique. Les principaux secteurs dans lesquels elle exerce ses activités sont ceux de la sécurité physique, du transport de valeurs et de la sécurité électronique.

Sécurité physique

En matière de sécurité physique, la Société offre une gamme complète de services de sécurité physique pour couvrir un vaste éventail de besoins : sécurité des édifices à bureaux, centres commerciaux et complexes industriels, vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports, services d'enquête, services-conseils en analyse de risque et formation, maintien de l'ordre lors de conflits de travail ainsi que divers services spéciaux et tactiques.

Transport de valeurs

Avec l'acquisition de Sécur, la Société occupe une solide position dans le secteur du transport de valeurs, qui comprend à la fois le transport par camions blindés, les services d'entretien de guichet automatique et les services de gestion du numéraire. La Société est présentement l'un des chefs de file au Canada. Elle entend renforcer sa position en offrant ses services à un plus grand nombre d'institutions financières et de grands détaillants à travers le pays.


Sécurité électronique

La Société offre une gamme étendue de produits et services de sécurité électronique. Les clients de la Société ont accès à des services évolués de systèmes de cartes d'accès, de caméras en circuit fermé, d'alarme et de surveillance à distance ainsi que d'autres produits de surveillance et de protection. La Société est le distributeur de plusieurs produits, notamment des systèmes d'enregistrement vidéo numérique. Ainsi, les entreprises clientes bénéficient de solutions simples, complètes et efficaces procurant une protection optimale de leurs installations.

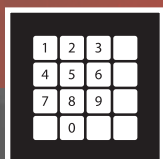
Pour fins de présentation de l'information financière, ces activités sont regroupées selon deux principaux secteurs distincts :

- i) sécurité physique et autres : services d'agent de sécurité, services de vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports, services d'enquête et autres;
- ii) transport de valeurs : transport blindé et services de gestion du numéraire.

Les activités des autres secteurs sont non significatives et sont incluses dans le secteur de la sécurité physique et autres.



GARDA occupe une solide position dans le secteur du transport de valeurs, qui comprend à la fois le transport par camions blindés, les services d'entretien de guichet automatique et les services de gestion du numéraire. GARDA est présentement l'un des chefs de file au Canada. Elle entend renforcer sa position en offrant ses services à un plus grand nombre d'institutions financières et de grands détaillants à travers le pays.



transport de valeurs



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

8

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS CHOISIS

Le tableau suivant présente certains renseignements financiers trimestriels choisis pour les huit derniers trimestres.

	2005				2004			
	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$	T4 \$	T3 \$	T2 \$	T1 \$
Ventes	52 711 905	48 299 245	46 267 732	35 969 352	31 459 948	24 123 330	19 698 737	20 030 563
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies	2 109 304	2 265 619	1 968 286	1 079 959	(1 234 383)	451 039	307 148	398 067
Bénéfice net (perte)	2 109 304	2 265 619	1 968 286	1 079 959	(1 839 945)	407 639	263 748	361 137
Bénéfice net (perte) de base par action	0,09	0,09	0,08	0,04	(0,08)	0,02	0,01	0,02
Bénéfice net (perte) dilué par action	0,08	0,09	0,08	0,04	(0,08)	0,02	0,01	0,02
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA)	4 851 108	4 507 991	4 137 963	2 562 758	(390 465)	1 263 017	792 682	956 409
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) de base par action	0,19	0,18	0,17	0,11	(0,03)	0,06	0,04	0,04

INFORMATION SECTORIELLE CHOISIE POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 JANVIER 2005 ET 2004

Le tableau suivant présente l'information sectorielle choisie pour les exercices terminés les 31 janvier 2005 et 2004.

	2005 \$	2004 \$
Ventes		
Sécurité physique et autres	128 153 592	76 563 065
Transport de valeurs	55 094 642	18 749 513
	183 248 234	95 312 578
Amortissement des immobilisations corporelles		
Sécurité physique et autres	934 418	960 099
Transport de valeurs	1 712 297	478 297
	2 646 715	1 438 396
Amortissement des contrats de service et relations clients		
Transport de valeurs	384 924	126 456
Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices		
Sécurité physique et autres	6 820 404	560 950
Transport de valeurs	5 946 365	495 841
	12 766 769	1 056 791
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Sécurité physique et autres	1 154 633	1 239 982
Transport de valeurs	2 432 444	489 697
	3 587 077	1 729 679
Actifs totaux		
Sécurité physique et autres	38 780 090	18 465 504
Transport de valeurs	30 089 592	21 572 920
	68 869 682	40 038 424

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JANVIER 2005

Ventes

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005 (exercice 2005), les ventes s'élevèrent à 183 248 234 \$, comparativement à 95 312 578 \$ pour l'exercice précédent, une augmentation de 87 935 656 \$ ou 92 %. Les ventes du secteur de la sécurité physique totalisent 128 153 592 \$ pour l'exercice 2005 (76 563 065 \$ en 2004), une augmentation de 51 590 527 \$ ou 67 % alors que les ventes du secteur du transport de valeurs ont atteint 55 094 642 \$ pour le même exercice (18 749 513 \$ en 2004), une augmentation de 36 345 129 \$ ou 194 %.

La hausse des ventes, pour l'exercice 2005, dans le secteur de la sécurité physique s'explique par le début, le 1^{er} avril 2004, du contrat de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement à l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto. De même, le 23 juin 2004, la Société a débuté la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal. Les ventes associées aux services de vérification préalable à l'embarquement pour l'exercice 2005 s'élevèrent à 50 359 428 \$. Ces contrats à long terme contribuent à renforcer la base de revenus récurrents de la Société. Les ventes du secteur de la sécurité physique (excluant les ventes associées aux services de vérification préalable à l'embarquement) ont augmenté de 1 231 099 \$ comparativement à la même période de l'an dernier.

L'augmentation de 36 345 129 \$ des ventes du secteur du transport de valeurs pour l'exercice 2005, s'explique par l'acquisition des actifs de Sécur en septembre 2003.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut a augmenté de 22 682 876 \$ ou 210 %, passant de 10 819 126 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004 à 33 502 002 \$ pour l'exercice 2005. La marge bénéficiaire, en pourcentage des ventes, est passée de 11,4 % à 18,3 %. Cette amélioration du bénéfice brut est attribuable à l'augmentation des ventes dans le secteur du transport de valeurs, qui offrent des marges bénéficiaires plus importantes, ainsi que par les ventes associées aux services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration ont totalisé 17 442 182 \$ (9,5 % des ventes) pour l'exercice 2005 comparativement à 8 197 483 \$ (8,6 % des ventes) pour l'exercice 2004. Cette hausse s'explique par la mise en place de la structure administrative à la suite de l'acquisition des actifs de Sécur et de l'obtention des contrats de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal, ainsi que par l'expansion géographique entreprise au cours des exercices précédent.

Transaction non conclue

Pour l'exercice 2005, les frais de vente et d'administration incluent des honoraires professionnels non récurrents de 269 691 \$ relativement à la vérification diligente en vue de l'acquisition de Universal ATM Services Inc., laquelle acquisition ne s'est pas concrétisée.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles est passé de 1 438 396 \$ pour l'exercice 2004 à 2 646 715 \$ pour l'exercice 2005, une augmentation de 1 208 319 \$. L'amortissement des immobilisations corporelles du secteur de la sécurité physique a diminué de 25 681 \$, passant de 960 099 \$ pour l'exercice 2004 à 934 418 \$ pour l'exercice 2005 alors que l'amortissement des immobilisations corporelles du secteur du transport de valeurs est passé de 478 297 \$ à 1 712 297 \$, une augmentation de 1 234 000 \$. Cette augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles s'explique par l'acquisition d'immobilisations corporelles au montant de 3 587 077 \$ au cours de l'exercice 2005 et par l'acquisition des actifs de Sécur en septembre 2003. L'amortissement des immobilisations corporelles comprend principalement l'amortissement du matériel roulant et des véhicules blindés (880 407 \$), des uniformes (730 507 \$) et des améliorations locatives (411 936 \$).

Amortissement des contrats de service et relations clients


L'amortissement des contrats de service et relations clients s'élève à 384 924 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à 126 456 \$ pour l'exercice 2004, une augmentation de 258 468 \$. Cet amortissement est entièrement relié aux contrats de service et relations clients provenant de l'acquisition des actifs de Sécur. Les contrats de service et relations clients sont amortis linéairement sur une période de 12 ans.

Amortissement des frais reportés

L'amortissement des frais reportés pour l'exercice 2005 s'élève à 261 412 \$. Les frais reportés comprennent principalement les frais de mise en place de la structure administrative des contrats de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal ainsi que les frais de mise en place de certaines conventions collectives. Les frais reportés sont amortis linéairement sur une période variant de quatre à cinq ans.

Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices

Le bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices est passé de 1 056 791 \$ pour l'exercice 2004 à 12 766 769 \$ pour l'exercice 2005, une augmentation de 11 709 978 \$ ou 1 108 %. Le secteur de la sécurité physique a généré un bénéfice de 6 820 404 \$ (560 950 \$ pour l'exercice 2004) alors que le secteur du transport de valeurs a quant à lui généré un bénéfice de 5 946 365 \$ (495 841 \$ pour l'exercice 2004).



GARDA offre une gamme étendue de produits et services de sécurité électronique. Les clients de GARDA ont accès à des services évolués de systèmes de cartes d'accès, de caméras en circuit fermé, d'alarme et de surveillance à distance ainsi que d'autres produits de surveillance et de protection. GARDA est le distributeur de plusieurs produits, notamment des systèmes d'enregistrement vidéo numérique. Ainsi, les entreprises clientes bénéficient de solutions simples, complètes et efficaces procurant une protection optimale de leurs installations.

sécurité électronique



Frais financiers

Les frais financiers ont augmenté de 68 412 \$, pour s'établir à 1 285 332 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à 1 216 920 \$ pour l'exercice précédent.

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures convertibles ont augmenté de 461 015 \$, passant de 499 410 \$ pour l'exercice 2004 à 960 425 \$ pour l'exercice 2005. Cette hausse est attribuable au financement par emprunts mis en place pour l'acquisition des actifs de Sécur ainsi qu'aux contrats de location-acquisition de matériel roulant assumés lors de cette même acquisition. Pour l'exercice 2005, les intérêts sur le prêt bancaire à terme totalisent 384 871 \$, les intérêts sur le solde de prix d'achat à payer totalisent 269 375 \$, les intérêts sur les emprunts et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition totalisent 185 435 \$ alors que les intérêts sur les débetures convertibles totalisent 120 744 \$.

Les autres intérêts ont diminué de 498 212 \$, passant de 629 062 \$ pour l'exercice 2004 à 130 850 \$ pour l'exercice 2005. Les autres intérêts comprennent principalement les intérêts sur les emprunts bancaires à court terme. Au cours de l'exercice 2005, la Société a généré une marge brute d'autofinancement de 13 944 704 \$ (1 498 103 \$ pour l'exercice 2004), une augmentation de 12 446 601 \$. Cette augmentation importante de la marge brute d'autofinancement explique l'utilisation moindre de la marge de crédit et la diminution des intérêts s'y rattachant.

L'amortissement des frais de financement reportés est passé de 88 448 \$ pour l'exercice 2004 à 194 057 \$ pour l'exercice 2005, en hausse de 105 609 \$. Les frais de financement reportés comprennent les frais de financement du prêt à terme et les frais d'émission des débetures convertibles et sont amortis de façon linéaire sur la durée respective de ces financements. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 64 347 \$ pour le renouvellement de ces facilités de crédit à long terme.

Bénéfice net provenant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices

Le bénéfice net provenant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices s'élève à 11 481 437 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à une perte de 160 129 \$ pour l'exercice 2004, une augmentation de 11 641 566 \$.

Charge d'impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'élève à 4 058 269 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 82 000 \$ pour l'exercice 2004.

Bénéfice net provenant des activités poursuivies

Le bénéfice net provenant des activités poursuivies totalise 7 423 168 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à une perte de 78 129 \$ pour l'exercice précédent, une augmentation de 7 501 297 \$.

Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2004, la Société a décidé de se départir de sa division de logiciel de gestion des mesures d'urgence. Ces activités abandonnées ont généré une perte de 729 292 \$ pour l'exercice 2004. Cette perte de 729 292 \$ comprend une perte nette d'exploitation de 167 092 \$ et une baisse de valeur permanente de l'écart d'acquisition de 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et de 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.) au montant de 562 200 \$. Cette baisse de valeur permanente reflète le prix de vente négocié pour la cession des actifs de 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et de 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.) conclue le 28 février 2004. La conclusion de cette transaction a permis à la Société de réduire ses coûts d'exploitation annuels d'environ 250 000 \$ et de se concentrer sur le développement de ses principaux secteurs d'activité. L'évaluation des autres écarts d'acquisition au 31 janvier 2005 n'a requis aucune autre baisse de valeur permanente.

Bénéfice net de l'exercice

Le bénéfice net se chiffre à 7 423 168 \$ (0,30 \$ de base par action) pour l'exercice 2005 comparativement à une perte de 807 421 \$ (0,03 \$ de base par action) pour l'exercice 2004, une augmentation de 8 230 589 \$.

Flux de trésorerie**Activités d'exploitation**

La marge brute d'autofinancement des activités poursuivies s'élève à 13 944 704 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005 comparativement à 1 498 103 \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation de 12 446 601 \$ est directement attribuable à la hausse du BAIIA.

Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont entraîné une utilisation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 3 660 082 \$ comparativement à une augmentation de 6 509 378 \$ pour l'exercice précédent.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 2 863 253 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005 comparativement à 3 926 160 \$ pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2005, la Société a contracté 766 815 \$ de nouvelles dettes afin de financer l'achat de matériel roulant. Les sommes affectées au remboursement de la dette à long terme s'élèvent à 2 549 243 \$. De cette somme 1 500 000 \$ ont été alloués au remboursement du prêt à terme relatif au financement de l'acquisition des actifs de Sécur en septembre 2003 alors que 1 049 243 \$ ont été consacrés au remboursement des emprunts et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition. L'émission d'actions ordinaires de catégorie « A », à la suite de la levée d'options et de l'exercice des bons de souscription a généré un produit de 591 500 \$ au cours de l'exercice 2005. Au cours de l'exercice 2004, le refinancement des emprunts bancaires et de la dette à long terme en vue de l'acquisition des actifs de Sécur avaient totalisé 5 633 931 \$ alors que les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme s'élevaient à 1 389 076 \$.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont nécessité une utilisation de fonds de 6 039 075 \$ pour l'exercice 2005 contre 8 721 503 \$ pour l'exercice 2004. Au cours de l'exercice 2005, 3 587 077 \$ ont été investis pour l'acquisition d'immobilisations corporelles comparativement à 1 729 679 \$ pour l'exercice précédent. La Société a utilisé 1 099 363 \$ pour le renouvellement du parc de véhicules, 793 711 \$ pour l'achat d'uniformes, 854 584 \$ ont été consacrés aux améliorations locatives et 399 044 \$, à l'acquisition d'équipement informatique. Les acquisitions d'immobilisations corporelles du secteur de la sécurité physique ont totalisé 1 154 633 \$ (1 239 982 \$ pour l'exercice 2004) alors que celles du secteur du transport de valeurs se sont élevées à 2 432 444 \$ (489 697 \$ pour l'exercice 2004). De plus, la Société a utilisé 250 000 \$ afin de développer et de mettre en place un plan de mesures d'urgences tel que requis contractuellement. Au cours du même exercice, la Société a investi 1 976 203 \$ pour la mise en place de la structure administrative des contrats de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal ainsi que pour certaines conventions collectives. Au cours de l'exercice 2004, l'acquisition des actifs de Sécur a totalisé 5 944 869 \$.

Activités abandonnées

Les activités abandonnées ont entraîné une utilisation de liquidités au montant de 622 998 \$ au cours de l'exercice 2005 comparativement à 237 756 \$ au cours de l'exercice précédent.

Situation financière**Fonds de roulement**

Au 31 janvier 2005, le fonds de roulement (excluant la partie à court terme de la dette à long terme) s'élève à 5 496 566 \$ comparativement à un fonds de roulement négatif de 530 790 \$ au 31 janvier 2004. Cette hausse s'explique par l'augmentation des comptes débiteurs et des services à être facturés générés par le secteur du transport de valeurs et par les contrats de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de vérification préalable à l'embarquement aux aéroports de Toronto et Montréal.

Solde de prix de vente à recevoir

Le solde de prix de vente à recevoir au montant de 993 541 \$ est relié à la disposition des actifs de 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et de 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.) au cours du mois de février 2004. Ce solde de prix de vente à recevoir porte intérêts au taux de 5 % et est remboursable sur une période de trois ans à compter de février 2006.

Écarts d'acquisition

La Société a effectué un test de dépréciation des écarts d'acquisition aux 31 janvier 2005 et 2004 et a conclu qu'aucune perte de valeur ne devrait être reconnue, à l'exception de la perte de valeur comptabilisée en 2004, au montant de 562 200 \$, relativement à 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.).

Contrats de services et relations clients

Les contrats de service et relations clients sont enregistrés au coût moins l'amortissement cumulé. Ces actifs incorporels sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilisation prévue de 12 ans. La Société évalue la valeur comptable de ces actifs à chaque exercice financier afin de déterminer s'il y a eu une perte de valeur qui ferait en sorte que la Société ne pourrait pas récupérer la valeur inscrite. Une telle évaluation est basée sur les flux de trésorerie futurs estimés non actualisés. Lorsqu'il est déterminé que la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est ramené à la valeur recouvrable nette, et la charge est passée aux résultats dans ce même exercice. La Société a procédé à l'évaluation des flux de trésorerie futurs estimés non actualisés aux 31 janvier 2005 et 2004 et a conclu qu'aucune perte de valeur ne devait être reconnue.

Actif total

L'actif total de la Société au 31 janvier 2005 s'élève à 68 869 682 \$ comparativement à 40 038 424 \$ au 31 janvier 2004.

Dette à long terme et débetures convertibles

La dette totale de la Société (excluant les crédits d'exploitation à court terme) s'élève à 14 226 849 \$ pour l'exercice 2005 comparativement à 15 963 533 \$ un an plus tôt, une diminution de 1 736 684 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2005, la Société a contracté pour 766 815 \$ de nouvelles dettes pour l'achat d'immobilisations corporelles, alors que les versements sur la dette à long terme ont totalisé 2 549 243 \$. La dette de la Société, au montant de 14 226 849 \$, comprend un prêt à terme au montant de 5 625 000 \$, un solde de prix d'achat à payer de 5 000 000 \$, des emprunts et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition de 3 018 132 \$ et une débeture convertible de 583 717 \$.

Au 31 janvier 2005, 60,5 % de la dette à long terme de la Société étaient assujettis à un taux d'intérêt fixe comparativement à 55,4 % à la fin de l'exercice 2004.

Les paiements de capital de la dette à long terme, incluant les paiements exigibles en vertu de contrats de location-acquisition, requis pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2006	3 000 992
2007	3 355 429
2008	3 316 251
2009	2 470 460
2010	1 500 000

Capitaux propres

Les capitaux propres totalisent 14 010 575 \$ au 31 janvier 2005 comparativement à 6 122 219 \$ au 31 janvier 2004. Cette augmentation de 7 888 356 \$ est principalement due au bénéfice net de 7 423 168 \$ généré au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2005.

Capital-actions et options d'achat d'actions

Au 31 janvier 2005, il y avait 24 902 340 actions ordinaires (23 999 166 au 31 janvier 2004) émises et en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2005, la Société a consenti 185 000 options d'achat d'actions à ses administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société, alors que pour la même période l'année dernière la Société a émis 1 330 000 options d'achat d'actions. Au 31 janvier 2005, 1 251 500 (1 846 785 au 31 janvier 2004) options d'achat d'actions de catégorie « A » étaient en circulation. Ces options attribuées étaient assujetties à un prix d'exercice moyen pondéré au 31 janvier 2005 de 1,54 \$ l'action (0,90 \$ au 31 janvier 2004) et une durée contractuelle moyenne pondérée à court de 3,52 années (2,80 années au 31 janvier 2004).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JANVIER 2005

Ventes

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005, les ventes s'élevaient à 52 711 905 \$, comparativement à 31 459 948 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une augmentation de 21 251 957 \$ ou 68 %. Les ventes du secteur de la sécurité physique totalisent 38 552 410 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 (18 071 273 \$ pour le trimestre correspondant de l'an dernier), une augmentation de 20 481 137 \$, alors que les ventes du secteur du transport de valeurs atteignaient 14 159 495 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2005 (13 388 675 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent).

Bénéfice brut

Le bénéfice brut a plus que doublé au cours du quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 comparativement à la même période de l'année dernière, passant de 3 544 130 \$ à 10 332 620 \$, une augmentation de 6 788 490 \$. La marge bénéficiaire, en pourcentage des ventes, est passée à 19,6 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005 comparativement à 11,3 % pour la période correspondante de l'année dernière.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration ont totalisé 5 481 512 \$ (10,4 % des ventes) pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 comparativement à 3 934 595 \$ (12,5 % des ventes) pour la même période de l'année dernière.

Transaction non conclue

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005, les frais de vente et d'administration incluent des honoraires professionnels non récurrents de 269 691 \$ relativement à la vérification diligente en vue de l'acquisition de Universal ATM Services Inc., laquelle acquisition ne s'est pas concrétisée.

Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices

Le bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices a augmenté de 5 117 826 \$, passant d'une perte de 1 207 064 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2004 à un bénéfice de 3 910 762 \$ pour le même trimestre de l'exercice suivant. Le secteur de la sécurité physique a généré un bénéfice de 2 041 299 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 (une perte de 1 812 044 \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent) alors que le secteur du transport de valeurs générait un bénéfice de 1 869 463 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005. Pour le trimestre correspondant de l'année dernière, ce secteur avait généré un bénéfice de 604 980 \$.

Frais financiers

Les frais financiers ont diminué de 332 549 \$, pour s'établir à 354 846 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 comparativement à 687 395 \$ pour le trimestre correspondant de l'année dernière. Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures convertibles ont diminué de 28 155 \$ d'un trimestre à l'autre, passant de 275 453 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2004 à 247 298 \$ pour l'exercice 2005.

Bénéfice net provenant des activités poursuivies

Le bénéfice net provenant des activités poursuivies pour le quatrième trimestre de l'exercice en cours s'élève à 2 109 304 \$ comparativement à une perte de 1 234 383 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net de la période

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 s'élève à 2 109 304 \$ (0,09 \$ de base par action) comparativement à une perte de 1 839 945 \$ (0,08 \$ de base par action) pour le trimestre correspondant de l'année dernière, une augmentation de 3 949 249 \$.

Marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement des activités poursuivies s'élève à 5 816 323 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 janvier 2005 comparativement à une utilisation de fonds de 1 098 380 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, une augmentation de 6 914 703 \$.

TRANSACTION IMPORTANTE

Le 8 mars 2005, la Société a fait l'acquisition des principaux actifs appartenant à Entreprises Keyfacts Canada inc., une filiale de CGI inc., pour un montant de 3 500 000 \$. Le prix d'achat est payable par un versement comptant de 2 500 000 \$ (financé par un prêt bancaire à terme remboursable en vingt-cinq versements mensuels) à la date de clôture et par un solde de prix d'achat à payer au montant de 1 000 000 \$. Le solde de prix d'achat porte intérêt au taux de 5 % et est remboursable 18 mois suivant la date de clôture.

Le 29 mars 2005, les débetures convertibles de série A ont été converties en 882 353 actions de catégorie « A ».

MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Rémunération à base d'actions

Le 1^{er} février 2004, la Société a adopté rétroactivement sans retraitement de l'exercice précédent la méthode de comptabilisation préconisée par le chapitre 3870 *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, du Manuel de l'ICCA et a commencé à passer en charges les rémunérations versées sous forme d'actions. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2005, le coût des rémunérations en options d'achat d'actions a été constaté dans les résultats avec inscription au surplus d'apport d'un crédit correspondant de 511 098 \$ calculé en utilisant la méthode de la juste valeur. De plus, un montant de 148 361 \$ a été imputé au solde d'ouverture des bénéficiaires non répartis pour refléter l'effet de l'adoption de ce chapitre sur les exercices précédents.

Le 1^{er} février 2002, la Société avait adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les rémunérations à base d'actions. Cependant, la Société utilisait toujours la méthode selon laquelle aucune charge n'est constatée lors de l'émission d'options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Conformément aux dispositions transitoires des nouvelles recommandations, la Société déterminait le montant qui aurait été comptabilisé aux états financiers si le coût de rémunération relatif aux options attribuées après le 1^{er} février 2002 avait été déterminé en fonction de la juste valeur et présentait l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice net par action par voie de note aux états financiers.

CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges des périodes visées. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances douteuses, l'évaluation des écarts d'acquisition et des contrats de service et relations clients et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations, mais n'entraîneraient pas, à notre avis, de variations importantes sur les chiffres présentés dans les états financiers.

Les écarts d'acquisition et les contrats de service et relations clients font l'objet de test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances nous indiquaient qu'il pourrait y avoir eu perte de valeur. Au 31 janvier 2005, aucune baisse de valeur permanente n'était requise.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société fait face, dans l'exercice de ses activités, à divers risques et incertitudes, notamment les risques liés à la variation des taux d'intérêt et les risques de crédit. Ces risques qui pourraient nuire au rendement de la Société sont régulièrement recensés, mesurés et surveillés. Afin de se protéger contre ces divers risques, la Société s'assure, entre autres, de conserver un ratio équilibré de dettes portant intérêt à taux fixe. Au 31 janvier 2005, 60,5 % de la dette à long terme de la Société était assujettie à un taux d'intérêt fixe comparativement à 55,4 % au 31 janvier 2004. La Société vend ses services au Canada, et ses revenus sont réalisés sur une base contractuelle et sont récurrents année après année. En raison du nombre important de clients avec lesquels la Société transige ainsi que leur dispersion géographique et économique, la concentration des risques de crédit auxquels la Société est exposée demeure limitée. Cependant, pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005, un client procurait plus de 10 % des revenus de la Société.

PERSPECTIVES

La conjoncture actuelle demeure propice pour les entreprises de services de sécurité en Amérique du Nord. La fragmentation du marché et le contexte géopolitique procurent d'intéressantes possibilités de croissance. Ainsi, la Société continue d'être à l'affût des occasions qui contribueraient à augmenter ses revenus et ses marges bénéficiaires, tout en lui permettant d'élargir ses horizons.

En seulement neuf ans d'existence, la Société a su poser les bons jalons pour se hisser au rang des plus importantes entreprises de sécurité au pays. Aujourd'hui, elle dispose de tous les atouts nécessaires pour atteindre de nouveaux sommets, et son équipe est déterminée à poursuivre dans cette voie.

ATTESTATIONS

Nous nous sommes conformés aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* émis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et avons déposé le formulaire 52-109AT1 *Attestation des documents annuels pendant la période de transition* auprès des autorités réglementaires appropriées au Canada. Ces attestations peuvent être consultées sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Corporation de Sécurité Garda World, qui sont présentés dans les pages qui suivent, ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'approbation par le conseil d'administration de la Société.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements et d'estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel, surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification qui est principalement composé de membres externes, revoit les états financiers annuels de la Société et recommande qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes rencontrent périodiquement le comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets connexes. Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes désignés par les actionnaires.

Le président et chef de la direction,



STÉPHAN D. CRÉTIER, MBA

Le vice-président et chef de la direction financière,



ALAIN DUMONT, CA

Montréal (Québec) Canada
Le 8 avril 2005

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de
Corporation de Sécurité Garda World

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Corporation de Sécurité Garda World aux 31 janvier 2005 et 2004 et les états consolidés des bénéfices (pertes), des bénéfices non répartis (déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Montréal (Québec) Canada
Le 8 avril 2005

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

16

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 janvier 2005 et 2004

	2005 \$	2004 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	9 535 222	3 049 420
Comptes débiteurs (note 5)	26 760 028	12 541 714
Services à être facturés	6 349 362	659 697
Stocks	483 818	689 568
Frais payés d'avance	798 858	481 483
	43 927 288	17 421 882
Fonds restreints (note 15b))	1 500 000	1 246 955
Solde de prix de vente à recevoir (note 18)	993 541	-
Immobilisations corporelles (note 6)	11 379 518	10 466 406
Écarts d'acquisition , déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 259 936 \$	4 607 088	4 607 088
Contrats de service et relations clients , déduction faite de l'amortissement cumulé de 511 380 \$ (126 456 \$ en 2004)	4 291 094	4 426 018
Frais reportés , déduction faite de l'amortissement cumulé de 261 412 \$	1 714 791	-
Frais de financement reportés , déduction faite de l'amortissement cumulé de 309 505 \$ (115 448 \$ en 2004)	456 362	586 072
Actifs à long terme destinés à la vente (note 18)	-	964 412
Impôts futurs	-	319 591
	68 869 682	40 038 424
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 7)	7 152 678	3 034 150
Comptes créditeurs et charges à payer	29 718 348	14 875 459
Impôts sur les bénéfices	1 559 696	43 063
Partie à court terme de la dette à long terme (note 8)	3 000 992	2 418 867
	41 431 714	20 371 539
Dette à long terme (note 8)	10 642 140	13 006 693
Débiteures convertibles (note 9)	583 717	537 973
Impôts futurs (note 14)	2 201 536	-
	54 859 107	33 916 205
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 10)	6 775 643	6 190 112
Surplus d'apport (note 11)	613 728	-
Droits de conversion (note 9)	265 000	265 000
Bénéfices non répartis (déficit)	6 356 204	(332 893)
	14 010 575	6 122 219
	68 869 682	40 038 424

Approuvé par le Conseil,



STÉPHAN D. CRÉTIER
Administrateur



FRANÇOIS PLAMONDON
Administrateur

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

17

BÉNÉFICES (PERTES) CONSOLIDÉS	2005	2004
Pour les exercices terminés les 31 janvier 2005 et 2004	\$	\$
Ventes	183 248 234	95 312 578
Coût des ventes	149 746 232	84 493 452
Bénéfice brut	33 502 002	10 819 126
Frais d'exploitation		
Frais de vente et d'administration	17 442 182	8 197 483
Amortissement des immobilisations corporelles	2 646 715	1 438 396
Amortissement des contrats de service et relations clients	384 924	126 456
Amortissement des frais reportés	261 412	–
	20 735 233	9 762 335
Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices	12 766 769	1 056 791
Frais financiers		
Intérêts sur la dette à long terme et les débiteures convertibles	960 425	499 410
Autres intérêts	130 850	629 062
Amortissement des frais de financement reportés	194 057	88 448
	1 285 332	1 216 920
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	11 481 437	(160 129)
Charge d'impôts sur les bénéfices (recouvrement) (note 14)	4 058 269	(82 000)
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies	7 423 168	(78 129)
Activités abandonnées (note 18)	–	(729 292)
Bénéfice net (perte) de l'exercice	7 423 168	(807 421)
Bénéfice net de base par action provenant des activités poursuivies	0,30	0,00
Bénéfice net dilué par action provenant des activités poursuivies	0,29	0,00
Bénéfice net (perte) de base par action (note 12)	0,30	(0,03)
Bénéfice net (perte) dilué par action (note 12)	0,29	(0,03)

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) CONSOLIDÉS	2005	2004
Pour les exercices terminés les 31 janvier 2005 et 2004	\$	\$
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(332 893)	474 528
Effet cumulatif du changement de convention comptable (notes 3 et 11)	(148 361)	–
	(481 254)	474 528
Bénéfice net (perte) de l'exercice	7 423 168	(807 421)
Excédent du prix de rachat d'actions de catégorie « A » sur leur capital versé (note 18)	(585 710)	–
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	6 356 204	(332 893)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

18

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	2005	2004
Pour les exercices terminés les 31 janvier 2005 et 2004	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies	7 423 168	(78 129)
Ajustements pour		
Rémunération à base d'actions	511 098	–
Intérêts courus sur le solde de prix de vente à recevoir	(43 541)	–
Amortissement des immobilisations corporelles	2 646 715	1 438 396
Amortissement des contrats de service et relations clients	384 924	126 456
Amortissement des frais reportés	261 412	–
Amortissement des frais de financement reportés	194 057	88 448
Intérêts courus sur les débiteures	45 744	54 932
Impôts futurs (recouvrement)	2 521 127	(132 000)
	13 944 704	1 498 103
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 13)	(3 660 082)	6 509 378
	10 284 622	8 007 481
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation (diminution) des emprunts bancaires	4 118 528	(2 346 243)
Nouvelle dette à long terme	766 815	7 980 174
Versements sur la dette à long terme	(2 549 243)	(1 389 076)
Frais de financement reportés	(64 347)	(516 695)
Émission d'actions ordinaires de catégorie « A »	591 500	198 000
	2 863 253	3 926 160
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'entreprise, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises (note 4)	–	(5 944 869)
Augmentation des fonds restreints	(253 045)	(1 246 955)
Diminution du solde de prix de vente à recevoir	–	200 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 587 077)	(1 729 679)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	27 250	–
Contrats de services et relations clients	(250 000)	–
Frais reportés	(1 976 203)	–
	(6 039 075)	(8 721 503)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	7 108 800	3 212 138
Diminution nette des espèces et quasi-espèces des activités abandonnées	(622 998)	(237 756)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice	6 485 802	2 974 382
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	3 049 420	75 038
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	9 535 222	3 049 420
Renseignements additionnels		
Intérêts payés	1 120 654	990 208
Impôts sur les bénéfices payés	–	79 356

1 Mode de présentation et nature des activités

Le 13 août 1999, Corporation de Sécurité Garda World (la « Société ») complétait l'acquisition de la totalité des actions de Corporation de Sécurité Trans-Canada (« TC »). Cette transaction a été traitée à titre de prise de contrôle inversée de la Société par TC et comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, tel qu'il est prévu par les règles en vigueur pour ce type de transaction. La structure du capital-actions est celle de la Société.

La Société exerce ses activités dans le secteur de la prestation de solutions en matière de sécurité.

2 Principales conventions comptables

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, soit :

Filiales

Participation détenue aux 31 janvier

	2005	2004
	%	%
Groupe de Sécurité Garda inc.	100	100
Garda, Gestion de stationnement inc.	100	100
Riscon Services Limited	100	100
Corporation de transport en valeurs Garda inc.	100	100
Société en commandite transport de valeurs Garda (auparavant Société en commandite Garda Sécur)	100	100
Solutions de sécurité TransCanada inc.	100	100
9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.)	100	78
3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.)	100	78

Estimations de la direction

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges des périodes visées. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances douteuses, l'évaluation des écarts d'acquisition et des contrats de service et relations clients et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation de produits

Les ventes sont constatées aux résultats lorsqu'il existe une preuve convaincante qu'une entente existe, que les services sont rendus, que le prix est fixe et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus sont constatés sur la base d'une facturation cyclique et incluent également les revenus courus pour services rendus mais non encore facturés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé correspondant. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation prévue, selon les méthodes et aux taux annuels ou périodes qui suivent :

	Méthode	Taux/ période
Mobilier de bureau	solde dégressif	20 %
Matériel informatique	solde dégressif	30 %
Équipement	solde dégressif	20 %
Matériel roulant	solde dégressif et linéaire	30 % et 4 ans
Véhicules blindés	linéaire	12 ans
Uniformes	linéaire	2 ans
Améliorations locatives	linéaire	5 et 9 ans

2 Principales conventions comptables (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Lors d'événements ou de circonstances pouvant indiquer une baisse de valeur, la Société réévalue la valeur comptable des actifs à long terme. Une baisse de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif excède les flux monétaires futurs non actualisés estimés que procurera cet actif. Le montant de toute baisse de valeur représente l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur.

Écarts d'acquisitions

Les écarts d'acquisition sont réévalués annuellement aux fins de constatation de perte de valeur et de radiation en date du 31 janvier, ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquaient qu'il pourrait y avoir eu perte de valeur. Ce test de dépréciation est effectué principalement en déterminant si les flux de trésorerie futurs estimés actualisés excèdent la valeur comptable de l'écart d'acquisition. La Société a effectué un test de dépréciation des écarts d'acquisition aux 31 janvier 2005 et 2004 et a conclu qu'aucune perte de valeur ne devrait être reconnue, à l'exception de la perte de valeur comptabilisée en 2004, relativement à 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.), tel qu'il est expliqué à la note 18.

Contrats de service et relations clients

Les contrats de service et relations clients sont enregistrés au coût moins l'amortissement cumulé. Ces actifs incorporels sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilisation prévue de 12 ans. La Société évalue la valeur comptable de ces actifs à chaque exercice financier afin de déterminer s'il y a eu une perte de valeur qui ferait en sorte que la Société ne pourrait pas récupérer la valeur inscrite. Une telle évaluation est basée sur les flux de trésorerie futurs estimés non actualisés. Lorsqu'il est déterminé que la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est ramené à la valeur recouvrable nette et la charge est passée aux résultats dans ce même exercice.

Frais reportés

Les frais reportés comprennent principalement les frais de démarrage engagés à la suite de l'obtention de certains contrats et sont amortis de façon linéaire sur une période variant de 4 à 5 ans.

Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés comprennent les frais de financement du prêt à terme et les frais d'émission des débentures convertibles et sont amortis de façon linéaire sur la durée respective de ces financements.

Impôts futurs

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition qui est prévu être en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Montants par action

Les montants par action sont déterminés selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les montants dilués par action sont déterminés en utilisant la méthode du rachat d'actions pour l'évaluation de l'effet de dilution des débentures convertibles, des bons de souscription, des options d'achat d'actions et autres instruments, le cas échéant. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés avoir été exercés ou levés au début de la période et le produit obtenu est considéré avoir été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

Options d'achat d'actions

Depuis le 1^{er} février 2004, la Société a appliqué rétroactivement sans retraitement de l'exercice précédent la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levées des options attribuées. La juste valeur est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black & Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée à la levée des options est créditée au capital-actions.

Avant le 1^{er} février 2004, aucune charge n'était constatée lorsque les options étaient émises aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. L'incidence sur le bénéfice net de l'utilisation de la méthode de la juste valeur était uniquement présentée par voie de note aux états financiers.

3 Changement de convention comptable

Rémunération à base d'actions

Le 1^{er} février 2004, la Société a adopté rétroactivement sans retraitement de l'exercice précédent la méthode de comptabilisation préconisée par le chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions » du Manuel de l'ICCA et a commencé à passer en charges les rémunérations versées sous forme d'actions. Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2005, le coût des rémunérations en options d'achat d'actions a été constaté dans les résultats avec inscription au surplus d'apport d'un crédit correspondant de 511 098 \$ calculé en utilisant la méthode de la juste valeur. De plus, un montant de 148 361 \$ a été imputé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis avec inscription au surplus d'apport d'un crédit correspondant pour refléter l'effet de l'adoption de ce chapitre sur les exercices précédents.

Le 1^{er} février 2002, la Société avait adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant les rémunérations à base d'actions. Cependant, la Société utilisait toujours la méthode selon laquelle aucune charge n'est constatée lors de l'émission d'options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Conformément aux dispositions transitoires des nouvelles recommandations, la Société déterminait le montant qui aurait été comptabilisé aux états financiers si le coût de rémunération relatif aux options attribuées après le 1^{er} février 2002 avait été déterminé en fonction de la juste valeur et présentait l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice net par action par voie de note aux états financiers.

4 Acquisition d'entreprise

Le 28 septembre 2003, la Société, par l'entremise d'une de ses filiales en propriété exclusive, a acquis les actifs nets des activités de transport de valeurs de Sécur Inc., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Le prix d'achat total a été de 12 241 886 \$, y compris un montant en espèces et quasi-espèces acquises de 1 297 017 \$.

Cette transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise ont été inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

La répartition du prix d'achat se détaille comme suit :

	2004 \$
Actifs nets acquis (passifs pris en charge)	
Actifs à court terme	2 677 472
Immobilisations corporelles	8 718 493
Contrats de service et relations clients	4 552 474
Passifs à court terme	(2 136 339)
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(2 867 231)
Actifs nets acquis, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises	10 944 869
Espèces et quasi-espèces acquises	1 297 017
Actifs nets acquis	12 241 886
Contrepartie payée	
Contrepartie monétaire	5 000 000
Frais de transaction	2 241 886
Solde de prix d'achat à payer (note 8)	5 000 000
	12 241 886

5 Comptes débiteurs

	2005 \$	2004 \$
Clients	26 480 807	12 035 238
Avance à un dirigeant, ne portant pas intérêt	-	136 519
Autres	279 221	369 957
	26 760 028	12 541 714

6 Immobilisations corporelles

	2005			2004		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$
Mobilier de bureau	995 236	475 721	519 515	870 635	363 115	507 520
Matériel informatique	1 136 379	529 515	606 864	734 339	321 770	412 569
Équipement	2 156 661	759 767	1 396 894	2 067 303	477 797	1 589 506
Matériel roulant	2 209 307	1 065 322	1 143 985	1 709 647	636 963	1 072 684
Véhicules blindés	4 162 313	562 778	3 599 535	3 396 712	119 574	3 277 138
Uniformes	3 606 063	2 887 565	718 498	2 812 353	2 156 917	655 436
Améliorations locatives	4 029 094	634 867	3 394 227	3 174 485	222 932	2 951 553
	18 295 053	6 915 535	11 379 518	14 765 474	4 299 068	10 466 406

Au 31 janvier 2005, le coût et l'amortissement cumulé des immobilisations corporelles acquises en vertu de contrats de location-acquisition étaient respectivement de 4 088 299 \$ et de 674 598 \$ (3 171 994 \$ et 162 005 \$ en 2004).

7 Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 12 250 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Ces emprunts bancaires sont renouvelables annuellement.

Les comptes débiteurs, les services à être facturés, une cession générale des créances ainsi qu'une hypothèque mobilière sur l'universalité des actifs présents et futurs de la Société ont été portés en garantie des emprunts bancaires.

8 Dette à long terme

a) La dette à long terme comprend ce qui suit :

	2005 \$	2004 \$
Prêt à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,0 %, comportant les mêmes droits et garanties que les emprunts bancaires, remboursable en 60 versements mensuels de capital de 125 000 \$, de novembre 2003 jusqu'en octobre 2008	5 625 000	7 125 000
Solde de prix d'achat à payer, portant intérêt à un taux égal au coût des fonds de la Caisse centrale Desjardins en date du 2 mai 2003, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs de capital de 250 000 \$ à partir du 1 ^{er} octobre 2005	5 000 000	5 000 000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt à différents taux se situant entre 6,5 % et 9,5 %, remboursables en versements mensuels d'un montant maximal de 86 600 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2008	2 621 048	2 978 827
Emprunts portant intérêt au taux moyen de 0,1 %, garantis par du matériel roulant, remboursables en versements mensuels d'un maximum de 12 084 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en novembre 2008	397 084	321 733
	13 643 132	15 425 560
Moins la partie à court terme	3 000 992	2 418 867
	10 642 140	13 006 693

8 Dette à long terme (suite)

b) Les paiements de capital de la dette à long terme, incluant les paiements exigibles en vertu de contrats de location-acquisition (note 8c)), requis pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2006	3 000 992
2007	3 355 429
2008	3 316 251
2009	2 470 460
2010	1 500 000

c) Au 31 janvier 2005, les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu de contrats de location-acquisition sont les suivants :

	\$
Exercices se terminant les 31 janvier 2006	1 009 203
2007	835 984
2008	755 308
2009	388 996
	2 989 491
Moins les intérêts (à des taux variant de 6,5 % à 9,5 % avec un taux moyen pondéré de 7,3 %)	368 443
	2 621 048
Moins la partie à court terme	852 436
	1 768 612

9 Débentures convertibles

	2005	2004
	\$	\$
Débentures convertibles, subordonnées aux emprunts bancaires et au prêt à terme	485 000	485 000
Intérêts courus sur les débentures	98 717	52 973
	583 717	537 973

Le 11 juillet 2002, la Société a émis 750 000 \$ en débentures convertibles de série A ainsi que 250 000 \$ en débentures convertibles de série B, chacune étant rachetable le 11 juillet 2007. Ces séries portent toutes deux un coupon d'intérêt annuel de 10 %, payable semestriellement, et sont convertibles en actions de catégorie « A », au gré du détenteur, en tout temps jusqu'à échéance selon des prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, ou au gré de l'émetteur, à partir de la troisième année de l'émission jusqu'à échéance selon des prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, pourvu que le cours de clôture soit supérieur à 1,20 \$ dans les 20 jours précédant la conversion. Lors de l'émission de la série B, 333 333 bons de souscription avaient également été attribués, et pouvaient être levés à un prix de 0,75 \$ par action jusqu'au 11 juillet 2004.

La composante dette des débentures convertibles s'élevait à 720 000 \$ à la date d'émission, représentant la valeur actualisée des paiements d'intérêt et de capital jusqu'au 11 juillet 2007, et a été comptabilisée dans les passifs à long terme. La composante capitaux propres s'élevait quant à elle à 280 000 \$ (265 000 \$ pour la série A et 15 000 \$ pour la série B), représentant la valeur des bons de souscription et de l'option de conversion, et a été comptabilisée dans les capitaux propres à titre de droits de conversion.

La composante dette sera augmentée à 750 000 \$ sur la durée de cet instrument financier afin de refléter, à des fins comptables, un taux d'intérêt annuel de 22 %, représentant l'estimation d'un taux d'intérêt d'instruments similaires de dette qui ne comportent pas de composante capitaux propres.

Durant l'exercice 2004, les débentures convertibles de série B ont été converties par le détenteur en 333 334 actions de catégorie « A » de la Société. À la suite de la conversion, la composante dette, la composante capitaux propres et les intérêts courus y afférents d'un montant de 281 159 \$ ont été transférés au capital-actions.

Au cours de l'exercice 2005, les 333 333 bons de souscription ont été exercés pour une contrepartie totale de 250 000 \$.

10 Capital-actions

a) Autorisé en nombre illimité, sans valeur nominale
 Actions de catégorie « A », votantes et participantes
 Actions de catégorie « B » pouvant être émises en séries. Les administrateurs sont autorisés à déterminer le nombre d'actions dans chacune des séries et à déterminer la désignation, les droits, les privilèges et les conditions rattachés aux actions de chacune des séries.

b) Émis et payé

Les mouvements dans le capital-actions émis au cours des deux derniers exercices se résument comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie « A »	\$
Solde au 31 janvier 2003	23 385 832	5 710 953
Émises à la suite de la conversion des débetures de série B (note 9)	333 334	281 159
Émises à la suite de la levée d'options	280 000	198 000
Solde au 31 janvier 2004	23 999 166	6 190 112
Émises à la suite de la levée d'options	770 285	387 231
Émises à la suite de l'exercice des bons de souscription	333 333	250 000
Rachat d'actions de catégorie « A » (note 18)	(200 444)	(51 700)
Solde au 31 janvier 2005	24 902 340	6 775 643

c) Bons de souscription

Dans le cadre de l'émission des débetures convertibles, le 11 juillet 2002 (note 9), 333 333 bons de souscription avaient été attribués. Au cours de l'exercice 2005, la totalité des bons de souscription ont été exercés pour une contrepartie totale de 250 000 \$.

d) Options

La Société a adopté un régime d'attribution d'options d'achat d'actions de catégorie « A » (le « Régime ») qui stipule qu'un maximum de 10 % des actions émises de catégorie « A » sont réservées et offertes en options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Le Régime stipule que les termes de l'option ainsi que le prix seront établis par les administrateurs et les autorités boursières compétentes, assujettis aux restrictions de prix et autres exigences.

Le tableau suivant résume le mouvement des options d'achat d'actions de catégorie « A » :

	2005		2004	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options attribuées au début de l'exercice	1 846 785	0,90	956 785	0,48
Attribuées	185 000	3,29	1 330 000	1,16
Levées	(770 285)	0,44	(280 000)	0,71
Ayant fait l'objet d'une forclusion	(10 000)	0,85	(160 000)	0,86
Options attribuées à la fin de l'exercice	1 251 500	1,54	1 846 785	0,90

10 Capital-actions (suite)

d) Options (suite)

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions de catégorie « A » en circulation et pouvant être levées au 31 janvier 2005 :

Prix d'exercice \$	Nombre d'actions	Options en circulation		Options pouvant être levées	
		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,85	271 500	2,32	0,85	271 500	0,85
1,00	250 000	3,19	1,00	200 000	1,00
1,25	50 000	3,91	1,25	-	-
1,50	195 000	3,91	1,50	-	-
1,60	300 000	3,94	1,60	300 000	1,60
3,00	120 000	4,48	3,00	-	-
3,55	50 000	4,55	3,55	50 000	3,55
4,75	15 000	4,73	4,75	-	-
	1 251 500	3,52	1,54	821 500	1,32

e) Au cours de l'exercice, la Société a attribué 185 000 options d'achat d'actions de catégorie « A » comportant un prix d'exercice de 3,00 \$ à 4,75 \$.

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Dividende prévu de l'action	0 %
Volatilité	65 %
Durée prévue	5 ans
Taux d'intérêt sans risque	3,30 %
Nombre d'options	185 000
Juste valeur des options	452 503 \$

La Société a enregistré aux résultats une charge de rémunération à base d'actions au montant de 511 098 \$ pour les options attribuées depuis le 1^{er} février 2002. La contrepartie a été créditée au compte de surplus d'apport (note 11).

11 Surplus d'apport

	2005	2004
	\$	\$
Effet cumulatif du changement de convention comptable (note 3)	148 361	-
Rémunération à base d'actions (note 3)	511 098	-
Options levées	(45 731)	-
	613 728	-

12 Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net (de la perte) de base par action :

	2005	2004
	\$	\$
Bénéfice net (perte) de l'exercice	7 423 168	(807 421)
Intérêts sur débetures convertibles	80 898	-
Bénéfice net (perte) de l'exercice pour le calcul du résultat dilué par action	7 504 066	(807 421)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base par action	24 599 648	23 504 946
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	763 334	-
Débetures convertibles	882 353	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	26 245 335	23 504 946
Bénéfice net (perte) de base par action	0,30	(0,03)
Bénéfice net (perte) dilué par action	0,29	(0,03)

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation potentiellement dilutives était égal au nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base puisque l'effet des débetures convertibles de série A, des bons de souscription et des options d'achat d'actions aurait été antidilutif. Par conséquent, la perte diluée par action pour l'exercice a été calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base.

Cependant, si le bénéfice par action de base de la Société avait été positif pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, les débetures convertibles de série A, les bons de souscription et les options d'achat d'actions auraient eu un effet dilutif et auraient résulté en des actions additionnelles de 1 000 000, 121 469 et 504 752, respectivement, aux fins du calcul du nombre moyen pondéré d'actions et en l'augmentation de 74 730 \$ du bénéfice net de l'exercice, utilisés dans le calcul du bénéfice dilué par action.

13 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	(14 218 314)	874 902
Services à être facturés	(5 689 665)	1 259 942
Stocks	205 750	(56 232)
Impôts sur les bénéfices	-	38 568
Frais payés d'avance	(317 375)	17 257
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	14 842 889	4 401 878
Impôts sur les bénéfices	1 516 633	43 063
Revenus reportés	-	(70 000)
	(3 660 082)	6 509 378

14 Impôts sur les bénéfices

a) La charge d'impôts sur les bénéfices (recouvrement) se répartit comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
Impôts exigibles	1 537 142	50 000
Impôts futurs	2 521 127	(132 000)
	4 058 269	(82 000)

b) Le taux d'imposition sur les bénéfices provenant des activités poursuivies diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2005	2004
	\$	\$
Taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	33,2 %	31,0 %
Charge d'impôts sur les bénéfices (recouvrement) fondée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	3 807 245	(49 640)
Écarts permanents et autres	251 024	(32 360)
	4 058 269	(82 000)

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2005	2004
	\$	\$
Actif (passif) d'impôts futurs		
Pertes reportables	28 701	1 207 921
Bénéfices reportés de Société en commandite transport de valeurs Garda (auparavant Société en commandite Garda Sécur)	(1 932 249)	(881 803)
Immobilisations corporelles	7 029	134 596
Frais reportés	(305 017)	-
Autres	-	59 892
Actif (passif) d'impôts futurs	(2 201 536)	520 606

d) La Société et ses filiales ont cumulé des pertes fiscales autres qu'en capital totalisant environ 84 000 \$ qui peuvent être reportées et portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir, et pour lesquelles un avantage fiscal a été comptabilisé. Ces pertes peuvent être réclamées au plus tard au cours des exercices se terminant le 31 janvier 2012.

15 Engagements et éventualités

a) La Société a des engagements de location pour des espaces à bureau. Les versements minimaux s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

	\$
2006	1 321 095
2007	1 027 237
2008	934 752
2009	824 381
2010	664 965
2011 et suivants	1 610 994

15 Engagements et éventualités (suite)

- b) La Société a des polices d'assurance pour couvrir les risques potentiels de réclamations importantes de la part de ses clients. En vertu de l'entente bancaire, la Société a l'obligation de maintenir un montant total de 1 500 000 \$ en fonds restreints afin de couvrir la franchise. Au 31 janvier 2004, la Société avait un placement en fonds restreints totalisant 1 246 955 \$ relatif à cette obligation qui consistait en des papiers commerciaux portant intérêt à un taux de 2,51 % et venant à échéance le 6 juillet 2004.

- c) Dans le cours normal de ses affaires, la Société est impliquée dans un certain nombre de poursuites judiciaires. Il n'est pas possible de déterminer l'issue de ces poursuites à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière.

16 Instruments financiers

Juste valeur marchande des instruments financiers

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier assorti de conditions comparables. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers est considérée comme approximativement égale à leur juste valeur.

Risque de crédit

La Société effectue une révision continue pour tous ses clients et comptabilise une provision pour les comptes douteux lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables.

Risque de taux d'intérêt

Au 31 janvier 2005, les risques de taux d'intérêt auxquels la Société était exposée se résument comme suit :

Encaisse	Taux variable
Fonds restreints	Tel que décrit à la note 15b)
Comptes débiteurs	Ne portent pas intérêt
Emprunts bancaires	Tel que décrit à la note 7
Comptes créditeurs et charges à payer	Ne portent pas intérêt
Dette à long terme	Tel que décrit à la note 8

17 Client important

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2005, les ventes à un client représentent 22 % (néant en 2004) des ventes totales de la Société.

18 Activités abandonnées et vente d'entreprise

Le 28 février 2004, 9141-0829 Québec inc. (auparavant Soft Management inc.) et 3156249 Canada inc. (auparavant Softalarm inc.), deux filiales de la Société, ont signé une entente pour la vente de leurs actifs pour une contrepartie totale de 1 200 000 \$. Le prix de vente est payable par un versement comptant de 250 000 \$ en date de clôture et par un solde de prix de vente à recevoir de 950 000 \$. Ce solde de prix de vente à recevoir porte intérêts au taux de 5 % et est encaissable sur une période de trois ans à compter de février 2006.

Dans le cadre de cette transaction, la Société a également racheté pour une contrepartie nominale 200 444 de ses actions de catégorie « A » (ayant une juste valeur marchande de 637 410 \$ – montant qui par la suite a été enregistré en diminution de la valeur du capital-actions et des bénéfices non répartis pour des montants de 51 700 \$ et 585 710 \$ respectivement) détenues par l'actionnaire minoritaire des filiales vendues.

La conclusion de cette entente avait permis de confirmer que la valeur comptable nette de l'écart d'acquisition provenant de ces filiales ne pourrait être recouvrée à long terme et une provision pour moins-value de 562 200 \$ avait donc été constatée et incluse dans la perte nette de l'exercice 2004.

Les résultats de ces activités abandonnées se présentent comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
Ventes	-	9 500
Perte avant impôts sur les bénéfices et provision pour moins-value de l'écart d'acquisition	-	(245 092)
Recouvrement d'impôts futurs	-	78 000
Perte avant provision pour moins-value de l'écart d'acquisition	-	(167 092)
Provision pour moins-value de l'écart d'acquisition	-	(562 200)
Perte nette	-	(729 292)
Perte nette de base et diluée par action	-	(0,03)

Les actifs à long terme des activités abandonnées qui sont destinés à la vente se présentent comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
Immobilisations corporelles	-	17 747
Écart d'acquisition	-	745 650
Impôts futurs	-	201 015
	-	964 412

19 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans la prestation de solutions en matière de sécurité au Canada, et ses activités sont regroupées selon deux principaux secteurs distincts :

- i) sécurité physique et autres : services d'agent de sécurité, services de vérification préalable à l'embarquement dans les aéroports, services d'enquête et autres ;
- ii) transport de valeurs : transport blindé et services de gestion du numéraire.

Les activités des autres secteurs sont non significatives et sont incluses dans le secteur de la sécurité physique et autres.

19 Information sectorielle (suite)

Les conventions comptables utilisées pour les secteurs sont les mêmes que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

	2005 \$	2004 \$
Ventes		
Sécurité physique et autres	128 153 592	76 563 065
Transport de valeurs	55 094 642	18 749 513
	183 248 234	95 312 578
Amortissement des immobilisations corporelles		
Sécurité physique et autres	934 418	960 099
Transport de valeurs	1 712 297	478 297
	2 646 715	1 438 396
Amortissement des contrats de service et relations clients		
Transport de valeurs	384 924	126 456
Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices		
Sécurité physique et autres	6 820 404	560 950
Transport de valeurs	5 946 365	495 841
	12 766 769	1 056 791
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Sécurité physique et autres	1 154 633	1 239 982
Transport de valeurs	2 432 444	489 697
	3 587 077	1 729 679
Actifs totaux		
Sécurité physique et autres	38 780 090	18 465 504
Transport de valeurs	30 089 592	21 572 920
	68 869 682	40 038 424

20 Nouvelles affaires et renouvellement de contrats

Le 14 janvier 2005, la Société s'est vu accorder par l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien le mandat de gérer les contrôles de sûreté pour dix-huit (18) aéroports en Colombie-Britannique. Le contrat de deux ans débutera le 1^{er} avril 2005 et contribuera à augmenter les revenus annuels de la Société ainsi que le nombre d'employés en Colombie-Britannique.

Le 14 janvier 2005, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien a prolongé pour une période additionnelle de deux ans le contrat de gestion des contrôles de sûreté des aéroports à l'Aéroport international Pierre-Elliott Trudeau de Montréal. Ce contrat viendra à échéance le 31 mars 2007.

21 Événements subséquents

Le 8 mars 2005, une filiale en propriété exclusive de la Société a fait l'acquisition des principaux actifs appartenant à Entreprises Keyfacts Canada inc., une filiale de CGI inc., pour une contrepartie totale de 3 500 000 \$.

Le 29 mars 2005, les débentures convertibles de série A ont été converties en 882 353 actions de catégorie « A » (note 9).

22 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés selon la nouvelle présentation adoptée pour l'exercice courant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Stéphan D. Crétier, MBA
Président du conseil
et chef de la direction,
Corporation de Sécurité
Garda World

Jean-Luc Landry^{1, 2}
Président,
Landry Morin

François Plamondon, CA^{1, 2}
Vice-président exécutif
et chef de la direction financière,
Société en commandite Avestor

Pierre-Hubert Séguin
Associé principal,
Séguin Racine Avocats

Jacques Vasseur^{1, 2}
Administrateur de sociétés

¹Comité de régie d'entreprise

²Comité de vérification

DIRIGEANTS

Stéphan D. Crétier, MBA^{*}
Président du conseil
et chef de la direction

Alain Dumont, CA^{*}
Vice-président
et chef de la direction financière

Patrice Boily, ING.^{*}
Vice-président et
chef de l'exploitation

Allan C. Bentley
Vice-président,
Développement corporatif

Luc Dupont, BAA
Vice-président,
Développement des affaires

Robert Champagne, CRHA
Vice-président,
Ressources humaines

Robert St-Jean, M.S.M.
Vice-président,
Protection des ressources

Alain Brière, BAA
Vice-président, Exploitation

^{*} Membre de la direction

La circulaire de sollicitation de procurations en
vue de l'Assemblée annuelle des actionnaires
2005 de Garda comprend un rapport détaillé
des procédures de régie interne.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

32

SIÈGE SOCIAL

Corporation de Sécurité Garda World
1390, rue Barré
Montréal (Québec) H3C 1N4
Tél. : (514) 937-7487
Sans frais : (800) 334-2732
Télec. : (514) 937-1160

Relations avec les investisseurs

Stéphan D. Crétier, MBA
scretier@garda.ca

Alain Dumont, CA
adumont@garda.ca

Avocats

Séguin Racine Avocats

Agent de transfert et régistrare

Compagnie Trust CIBC Mellon

Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Institution bancaire

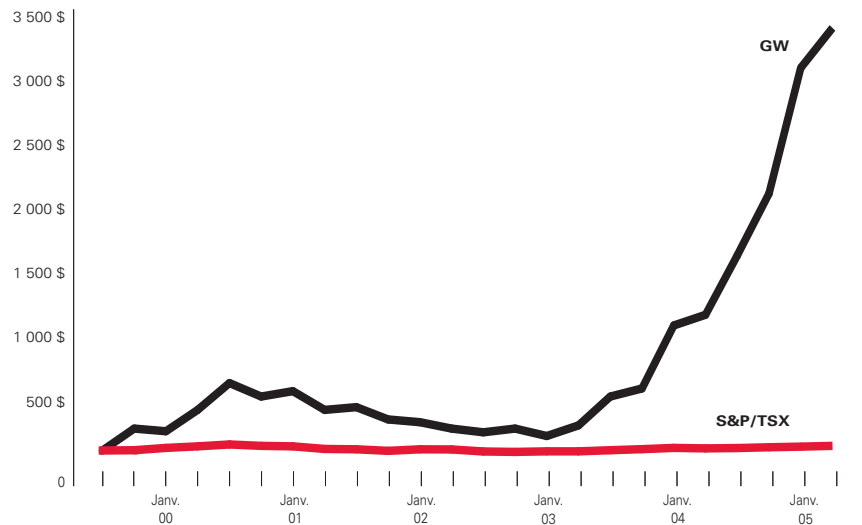
BMO-Banque de Montréal

ASSEMBLÉE ANNUELLE

Le 14 juin 2005 à 9 h
Club universitaire de Montréal
2047, rue Mansfield
Montréal (Québec)

PERFORMANCE BOURSIÈRE GARDA WORLD VERSUS L'INDICE COMPOSÉ S&P/TSX

Montant de 100 \$ investi
le 1^{er} août 1999



INFORMATION BOURSIÈRE

au 31 janvier 2005

Inscription : Bourse de Toronto (TSX)

Symbole : GW

Nombre d'actions en circulation : 24 902 340

Actions détenues par le public : 14 524 251

Haut/Bas (52 semaines) : 8,45 \$/2,41 \$

Cours récent (14-04-2005) : 8,52 \$

PRINCIPALES ADRESSES D'AFFAIRES

MONTRÉAL

1390, rue Barré
Montréal (Québec) H3C 1N4
Tél. : (514) 281-2811
Sans frais : (800) 859-1599
Télééc. : (514) 281-2860

QUÉBEC

1220, boul. Le Bourgneuf, bureau 120
Québec (Québec) G2K 2G4
Tél. : (418) 627-0088
Sans frais : (800) 267-6033
Télééc. : (800) 567-9144

1160, rue Valet
Québec (Québec) G2E 5Y9
Tél. : (418) 877-9002
Sans frais : (800) 461-9002
Télééc. : (418) 877-2115

OTTAWA

2285, boul. St-Laurent, bureau D-20
Ottawa (Ontario) K1G 4Z7
Tél. : (613) 562-9172
Télééc. : (613) 562-9170

TORONTO

120 Watline Avenue, Unit 2
Mississauga (Ontario) L4Z 2C1
Tél. : (905) 507-9837
Sans frais : (866) 813-8844
Télééc. : (905) 507-3751

CALGARY

5701 17th Avenue S.E., Suite 270
Calgary (Alberta) T2A 0W3
Tél. : (403) 517-5899
Télééc. : (403) 517-5898

EDMONTON

11748 Kingsway Avenue, Suite 203
Edmonton (Alberta) T5G 0X5
Tél. : (780) 454-5844
Sans frais : (877) 454-5844
Télééc. : (780) 488-6298

VANCOUVER

1055 West Hastings Street, Suite 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6E 2E9
Tél. : (604) 662-7112
Sans frais : (866) 662-7112
Télééc. : (866) 662-7116

SOCIÉTÉ AFFILIÉE

KEYFACTS CANADA LTÉE

MONTRÉAL

7101, Jean-Talon Est, 10^e étage
Montréal (Québec) H1M 3M7
Tél. : (514) 493-2500
Sans frais : (888) 493-2555
Télééc. : (514) 493-2450

TORONTO

Liberty Centre
3500 Steeles Avenue East
Tower 4, Main Floor
Markham (Ontario) L3R 0X1
Tél. : (905) 948-9440
Sans frais : (800) 353-2049
Télééc. : (905) 948-9464

CALGARY

720 28th Street N.E., Suite 140
Calgary (Alberta) T2A 6R3
Tél. : (403) 235-3337
Sans frais : (800) 298-1220
Télééc. : (403) 248-6294

VANCOUVER

2985 Virtual Way, Suite 200
Vancouver (Colombie-Britannique)
V5M 4X7
Tél. : (604) 664-7100
Sans frais : (800) 663-1916
Télééc. : (604) 664-7106

GARDA

Corporation de sécurité Garda World
1390, rue Barré
Montréal (Québec) H3C 1N4